



Procès-verbal de l'Assemblée des membres d'Infrastructures communales (IC) du 24 juin 2011 à Berne

Alain Jaccard, président d'Infrastructures communales, souhaite la bienvenue aux membres, membres d'honneur et invités présents à l'Assemblée des membres tenue dans le cadre de SUISSE PUBLIC à Berne, et notamment à Renate Amstutz (directrice de l'Union des villes suisses), Ulrich König (directeur de l'Association des communes suisses), Michael Bützer (Association des communes suisses), Steff Schneider (rédacteur de la Commune Suisse), Isabelle Marthaler (Swiss Recycling), Urs Kupper (VSA), Andreas Röthlisberger (ASIC/S.EN.S) ainsi qu'aux membres d'honneur d'IC Urs Geissmann et Hans-Peter Tobler.

Les scrutateurs sont désignés.

Procès-verbal de l'Assemblée des membres du 17 juin 2010 à l'aéroport de Zurich

://: Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Rapport de gestion 2010

Dans sa revue de l'exercice 2010, Alain Jaccard a tenu, dans un premier temps, à relever l'utilité et l'importance des infrastructures communales. La valeur de l'ensemble des équipements de l'échelon communal s'avère supérieure à celle des infrastructures de la Confédération et pourtant ce sont souvent ces dernières qui se trouvent sous les feux de la rampe de la politique et des médias. Les réseaux communaux d'infrastructure sont en règle générale en bon état et constituent un élément important pour la prospérité économique de notre pays. Afin que de garantir cet état de qualité également à l'avenir, il y a donc lieu, et Infrastructures communales s'y efforcera, de sensibiliser davantage le citoyen et les milieux politiques à l'importance des équipements communaux.

Alain Jaccard souligne qu'Infrastructures communales, dans ce sens, participe activement aux processus d'élaboration de bases légales et de mesures techniques engagés par la Confédération et les cantons. De nombreux représentants d'IC œuvrent dans des groupes de travail ainsi que des comités et contribuent au renforcement de l'échange de vues et de la collaboration avec les associations spécialisées. Car c'est au sein de

ceux-ci que des décisions sont prises, lesquelles portent de manière déterminante sur l'échelon communal. Et à cet égard, l'avis d'Infrastructures communales est de plus en plus requis. Plus nos positions seront connues, plus les solutions adoptées seront favorables aux intérêts d'IC, fait remarquer Alain Jaccard.

L'offre d'IC en prestations, en informations axées sur la pratique et en nouvelles connaissances est largement appréciée: les cours ont recueilli un franc succès, à l'instar de la Journée technique sur le service hivernal organisée pour la première fois en mai 2011. Le président remercie le comité, les commissions techniques et le Secrétariat de leur engagement ainsi que les membres de leur fidélité à Infrastructures communales.

://: Le rapport de gestion 2010 est adopté à l'unanimité.

Comptes 2010

Les comptes 2010, qui enregistrent un chiffre d'affaires de Fr. 562'595.-, bouclent avec un bénéfice de Fr. 7'788.-. Le directeur Alex Bukowiecki les commente. Globalement, les indicateurs principaux montrent que l'organisation spécialisée Infrastructures communales jouit de bons état financier, capitalisation et liquidités.

Il est à relever que les cours et séminaires s'avèrent positifs non seulement sur le plan de la participation mais aussi sur celui financier.

A cette occasion, le directeur informe du changement intervenu début 2011 au niveau de l'effectif du Secrétariat: Daniel Lehmann Pollheimer, qui est au bénéfice d'une expérience professionnelle d'une dizaine d'années en matière de développement durable et de climat, est chargé des dossiers environnementaux, énergétiques et climatiques et est suppléant du directeur.

L'organe de révision constate que les comptes 2010 sont conformes aux lois et statuts. Le comité recommande l'acceptation des comptes 2010.

://: Les comptes 2010 sont approuvés à l'unanimité.

Points forts 2011

Le président Alain Jaccard et le vice-président Beat Ammann informent des plus importantes activités. Sur le plan politique, la révision toujours en cours de l'ordonnance sur le traitement des déchets (OTD) reste au centre des préoccupations, et notamment une solution viable pour les communes dans le cadre de la libéralisation des déchets industriels. Dans le sens de la concrétisation de la motion Schmid, une libéralisation partielle du marché des déchets industriels, à savoir libéralisant uniquement les entreprises comptant plus de 250 emplois à plein temps, représente un compromis acceptable selon Infrastructures communales. Autres objets toujours actuels constituent d'une part la récupération du phosphore des boues d'épuration ainsi que d'autre part la participation au sein du groupe stratégique de la Confédération pour un financement, reposant sur le principe de causalité, du traitement des micropolluants dans les eaux usées.

Dans le cadre du groupe de travail concernant la gestion des infrastructures, les entretiens avec diverses associations de branches ont évolué de manière réjouissante. Une enquête d'Infrastructures communales a montré les besoins des communes d'être soutenues dans leur stratégie de développement des infrastructures et leur planification à long terme ainsi que dans la mise en évidence d'exemples "Best Practice". Selon Infrastructures communales, il convient de mettre en place un Centre de compétences visant à une coordination intersectorielle s'attachant à tout le domaine des infrastructures. Le comité est de l'avis qu'Infrastructures communales est prédestiné à cette tâche.

Avec la VSS une convention a été signée qui s'attache à une meilleure prise en considération des intérêts de l'échelon communal lors de la définition de normes ainsi qu'à une coopération en matière de séminaires et de publications. En outre, un nouveau contrat-cadre pour 2012 à 2016 concernant le vieux papier devrait pouvoir être conclu.

Le directeur informe des nombreuses activités en cours des commissions techniques. A titre d'exemples: l'engagement d'IC concernant le littering et notamment la question d'une application adéquate du principe de causalité; la reprise par le Secrétariat des affaires de l'Alliance climatique des villes suisses; le transfert de l'échange de vues des préposés communaux à l'énergie, mené jusqu'ici par l'OFEN, sous la coupe de la nouvelle

commission technique de l'énergie, laquelle revêt une importance particulière vu les débats actuels sur la future politique énergétique de la Suisse à la suite de la catastrophe de Fukushima.

Alex Bukowiecki remercie l'Association des communes suisses de sa précieuse collaboration et en particulier Steff Schneider, rédacteur de la Commune Suisse.

Election

Gottfried Neuhold, membre du comité durant de longues années et président de 2003 à 2009, part à la retraite et se retire ainsi du comité d'IC. A sa succession, le comité propose Urs Pauli, directeur depuis 2008 d'Entsorgung & Recycling (ERZ) de la Ville de Zurich.

Urs Pauli, né en 1958 à Thalwil, après des études en économie politique et en informatique économique, a acquis le diplôme de Controller. Il est entré à l'ERZ en 1997 pour s'occuper du secteur Betrieb & Finanzen et a remplacé le 1^{er} juin 2008 Gottfried Neuhold en qualité de CEO d'ERZ.

://: L'Assemblée des membres élit à l'unanimité Urs Pauli comme nouveau membre du comité.

Cotisations 2012

Le comité propose pour 2012 de maintenir le montant actuel des cotisations des membres.

://: L'Assemblée l'approuve à l'unanimité.

Divers

Prise de congé de Gottfried Neuhold

Depuis 2001, c'est-à-dire durant dix longues années, et de 2003 à 2009 en tant que président, "Friedl" s'est fortement engagé pour Infrastructures communales respectivement pour l'organisation précédente FES/ORED. Parmi les affaires importantes menées à bien et qui portent notamment sa marque, il est notamment à mentionner la réduction des redevances régaliennes sur le sel, le contrat-cadre concernant le vieux papier ainsi que le développement de l'ancienne FES/ORED en Infrastructures communales. Il convient de relever également son humour, sa loyauté et son charme viennois, lesquels ont largement contribué à établir au sein du comité des débats empreints d'esprit d'ouverture et de consensus.

Agenda

- Journée "Coûts et financement de l'évacuation des eaux usées", le 25.11.2011
- Foire Cleanteccity , du 13 au 15 mars 2012 à Berne
- 2^{ème} Journée technique sur le service hivernal, provisoirement les 9/10 mai 2012 à Bâle/Pratteln
- Assemblée des membres 2012 à Neuchâtel
- Journée "Stratégies des infrastructures"
- Assemblée annuelle de l'Alliance climatique des villes européennes, du 23 au 26 mai 2012 à Saint-Gall
- SUISSE PUBLIC, du 18 au 21 juin 2013

Nouvelle adresse du Secrétariat

Depuis juin 2011, le Secrétariat, dans de nouveaux bureaux, est situé à proximité immédiate de la gare de Berne, ceci, comme précédemment, conjointement avec l'Union des villes suisses:

Infrastructures communales

Monbjoustrasse 8

Case postale 8175

3001 Berne

Tel. 031 356 32 42

Fax 031 356 32 33

La parole n'est pas demandée au sein de l'Assemblée. Le président remercie les membres et les présidents des commissions techniques de leur engagement, lequel est prépondérant pour le succès des activités d'infrastructures communales. Il adresse également ses remerciements à l'équipe du Secrétariat ainsi qu'à la Rédaction de la Commune Suisse pour son bon partenariat médiatique. Il clôt la partie statutaire de l'Assemblée des membres 2011.

A l'issue de la partie statutaire, Daniele Ganser, historien bâlois, prenant le contrepoint des débats énergétiques actuels principalement axés sur l'électricité, présente un exposé critique sur le marché du pétrole dont les ressources s'épuisent de plus en plus, augurant une crise énergétique au cours de ces 30 prochaines années.

Berne, 1^{er} juillet 2011

Alex Bukowiecki
Directeur